Plaidoyer pour une stratégie de sécurité

Par Haider Bendrihem

L'énergie est un facteur essentiel de développement économique. La consommation énergétique en Algérie est en croissance continue.

La politique énergétique est traditionnellement l'une des grandes politiques publiques de l'Algérie. Elle est une composante essentielle de sa politique économique (38% du PIB et contribue pour plus de 30% à la croissance globale réalisée en 2012). Elle est aussi un élément déterminant de sa politique extérieure (la place de l'Algérie au sein de l'OPEP). Aujourd'hui, notre pays doit faire des efforts supplémentaires pour intégrer un troisième facteur, longtemps marginalisé, qui est la transition énergétique, préparation de l'après-pétrole et la préservation de l'environnement. Le pétrole est certes une matière stratégique, mais aussi et surtout une ressource épuisable et non renouvelable. L'économie d'énergie et de chaque calorie constitue une chance de plus pour notre développement. Ainsi, des milliers de tonnes de pétrole seront épargnés pour les générations futures ou économisés et transformés ou vendus pour s'en servir pour le développement de notre pays. Les pouvoirs publics se sont donnés comme objectif de diminuer la consommation énergétique. La loi algérienne sur la maîtrise de l'énergie est une loi-cadre qui vise à responsabiliser les industriels et les particuliers sur la nécessité de faire des économies d'énergie, mais elle n'engage guère les pouvoirs publics à encourager la diversification de la consommation énergétique, notamment à travers des subventions, des initiatives volontaires, des crédits impôts, la révision de la loi sur l'urbanisme et l'habitat en favorisant les équipements solaires.

Ces mesures seraient un engagement volontaire à la création d'un environnement favorable à l'innovation et à la recherche développement, à l'encouragement de l'industrialisation des équipements solaires et un stimulant pour la promotion et l'utilisation des énergies renouvelables. Dans les pays développés, la consommation énergétique dans le secteur résidentiel a atteint son maximum. Aujourd'hui, beaucoup de centres de recherche et de laboratoires travaillent sur des projets qui ont pour objectif de diminuer cette consommation par l'amélioration des normes de construction et la qualité des matières d'isolation pour une meilleure économie d'énergie et de chaleur.

En Algérie, le problème est différent, l'amélioration continuelle du niveau de vie des ménages et la croissance démographique galopante nous poussent à anticiper cette demande en mettant en place de nouvelles normes de conception et de construction ainsi que l'intégration de systèmes solaires pour garder au moins la courbe de consommation à son niveau actuel le plus longtemps possible. Une loi ne devrait pas s'occuper du court terme mais du long terme. Elle doit faire la prévention sur 30 à 50 années au minimum, c'est-à-dire la durée des réserves pétrolières en Algérie, à travers notamment : la maîtrise de la demande de l'énergie ; la diversification des ressources énergétiques ; le développement de la recherche et l'innovation dans le domaine énergétique ; la préservation de la santé humaine et de l'environnement qui ne doivent pas rester le propre des pays riches et développés ; la garantie de la cohésion sociale et territoriale, en assurant l'accès de tous les citoyens à l'énergie.

En dépit de ses 196 milliards de dollars de réserves de change et un endettement extérieur très faible, l'Algérie, contrairement à une idée reçue, n'est pas un pays riche, comme elle n'a pas profité non plus de la crise financière mondiale pour mieux investir ces milliards de dollars de réserves.

L'Algérie est un pays potentiellement intéressant pour l'exploitation de l'énergie solaire sous ses formes thermique et photovoltaïque. En effet, sur le plan économique, l'intérêt que manifeste l'intégration des énergies renouvelables dans la stratégie de notre politique énergétique, en termes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie et de chaleur, s'explique par le puissant gisement solaire, en moyenne de 3 430 heures/an, et le besoin de plus en plus important.

Un pays riche est un pays qui possède une économie diversifiée, des institutions stables et une stratégie nationale en matière alimentaire, financière et énergétique qui font partie des garants de la sécurité nationale.

Durant ces dix dernières années, et toujours à la faveur de la hausse des prix du baril, l'Algérie a engrangé plusieurs centaines de milliards de dollars de recettes. Mais au lieu d'utiliser ces sommes pour mener de véritables réformes politiques et institutionnelles et diversifier son économie, le pouvoir a choisi la solution de facilité en relançant les projets d'infrastructures, une approche populiste et irresponsable qui a permis d'irriguer les circuits de la corruption et de distribuer la rente à une clientèle bien choisie en fonction des rapports de force à défaut d'une redistribution équitable de la richesse et une véritable relance économique durable. La distribution de la rente a profité à une petite partie de la population au détriment d'un projet de développement durable et intégré permettant la création de la richesse au profit de la majorité des Algériens.

La conjoncture économique mondiale actuelle exhorte l'ensemble des pays à centrer leurs stratégies énergétiques sur la satisfaction de la demande de la population, en plus de la création de la richesse et de l'emploi. Ces choix sont multiples et variés, allant de l'évolution des réseaux de distribution d'énergie à la maîtrise de la consommation et de l'efficacité énergétique et de leurs économies. L'investissement dans la recherche, la formation et l'innovation font partie de cette stratégie énergétique pour développer de nouvelles sources énergétiques, non seulement pour satisfaire la demande mais surtout pour protéger l'environnement. Les regards se tournent de plus en plus vers les énergies renouvelables et les politiques d'économies d'énergie dans le bâtiment. Le domaine énergétique connaît dans ces pays des évolutions fulgurantes à la hauteur du besoin énergétique. Depuis le départ de Chakib Khelil, le peuple algérien est en situation d'attente d'explications et de clarifications, à travers un bilan exhaustif sur l'état du secteur de l'énergie, surtout après les scandales l'ayant secoué ainsi que leurs répercussions sur l'économie du pays et sur l'image de notre Etat. Il est temps de remettre au travail le Conseil algérien de l'énergie qui ne s'est plus réuni depuis 1998 et qui est seul apte à se prononcer sur la politique énergétique du pays, à dresser le bilan des 15 dernières années de politiques catastrophiques et hasardeuses afin de préparer le pays, dans le cadre d'un débat national, à l'après-pétrole.

La politique énergétique de Chakib Khelil consistait à pomper au maximum le pétrole algérien au détriment de la transformation créatrice d'emplois et de richesse et au détriment de la stratégie nationale de sécurité énergétique. Aujourd'hui, nous constatons que la politique énergétique aléatoire et non pensée continue à être de mise, notamment l'orientation prônée vers l'exploitation des gaz de schiste et la construction de centrales nucléaires, en faisant voter une loi sans consulter le Conseil algérien de l'énergie et sans engager au préalable un débat national.

On ne sait pas sur quelle base et sur quelle légitimité s'appuie le gouvernement pour prendre une décision de cette envergure qui engage l'Algérie dans la construction d'une centrale nucléaire civile entre 2025 et 2030. Le nucléaire et les gaz de schiste consomment énormément d'eau et sont sources de pollutions et de radiations. Cette politique est faite encore et toujours au détriment d'un choix stratégique contraire aux intérêts de l'économie nationale qui consiste à la mobilisation de l'eau pour le développement de l'agriculture et celui de la relance d'une industrie des énergies renouvelables pour préparer l'après- pétrole et protéger notre environnement.

A l'heure actuelle, nous savons déjà que de nombreux dégâts sont générés par les forages horizontaux à fraction hydraulique. En effet, les gaz de schiste font peser sur l'Algérie, en général, et le Sahara, en particulier, une menace trop sérieuse pour être occultée d'un revers de main.

Le nucléaire n'est ni une source d'énergie propre ni durable, car la matière elle-même, qui est l'uranium, n'est pas éternelle. Cette source d'énergie est très controversée du fait de la radiation due aux déchets nucléaires qui contaminent l'eau, l'environnement et la vie sur 20 000 ans et surtout le coût faramineux de ces centrales.

Le coût d'une seule centrale nucléaire équivaut au coût nécessaire pour la couverture d'une bonne partie du territoire national en énergie solaire thermique et photovoltaïque.

Une telle démarche fait le bonheur des pays qui cherchent, en ces temps de crise, à vendre leurs centrales nucléaires et à profiter des gaz de schiste forts polluants et qui sont au stade d'expérimentation pour couvrir leurs besoins énergétiques.

Toutes les nations respectueuses de l'environnement et des intérêts de leurs citoyens ont tiré les leçons des catastrophes de Tchernobyl et Fukushima. L'Allemagne a gelé définitivement son programme nucléaire. La France et les Etats-Unis tentent de s'affranchir de la dépendance au nucléaire à moindre coût. Pour ce qui est des gaz de schiste, la France vient de geler son programme. Le gouvernement doit savoir qu'il est en train d'engager le pays dans une voie dangereuse et coûteuse. L'Algérie est un pays qui dispose d'un gisement solaire gigantesque. Il suffit de développer ce segment, à travers l'industrialisation des systèmes solaires, tout en engageant en parallèle la formation d'ingénieurs et de techniciens dans le domaine du solaire pour le futur énergétique algérien.

Pourtant, tous les scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme pour dire que l'exploitation des gaz de schiste est relativement récente et, de ce fait, les études ne disposent pas de suffisamment d'expérience et de recul pour attester de l'absence de risque écologique. A l'heure actuelle, nous savons déjà que de nombreux dégâts sont générés par les forages horizontaux à fraction hydraulique.

En effet, les gaz de schiste font peser sur l'Algérie, en général, et le Sahara, en particulier, une menace trop sérieuse pour être occultée d'un revers de main. Aux Etats-Unis, le pays le plus avancé dans l'utilisation de ce procédé, la population a commencé à prendre conscience, en dénonçant la pollution de l'eau par l'exploitation de ces gaz piégés dans des sédiments profonds. Ceci a conduit l'Agence américaine pour la protection de l'environnement à lancer une étude sur l'impact de cette exploitation. Pour aller chercher ces gaz résiduels piégés dans la roche, les exploitants utilisent le forage horizontal et la fracturation hydraulique des roches avec de l'eau sous pression, du sable et divers additifs chimiques pour libérer les gaz et leur permettre de remonter vers la surface.

Les chercheurs de la Duke University ont analysé l'eau de 68 puits privés — qui fournissent de l'eau potable à leurs propriétaires — dans le nord-est de la Pennsylvanie et dans l'Etat de New-York. Les puits situés à un kilomètre d'un puits de forage des gaz de schiste contenaient 19 à 64 milligrammes de méthane par litre, contre 1,1 mg/l pour les puits situés au-delà de ce périmètre